

--:--:--:--:--:--

LE BORINAGE

Témoignages sur 15 jours de grève

--:--

Au cours d'un bref séjour de 3 jours dans le Borinage, juste au moment où les mouvements de grève se terminaient, deux camarades ont pu recueillir différents témoignages de la lutte qui vient de se terminer, après avoir été brisée par l'action des syndicats socialistes FGTB. Nous livrons ces témoignages tels quels, avec d'autres documents recueillis dans la presse Belge et des impressions de l'ensemble des contacts qui ont pu être pris.

Ceci ne constitue qu'un premier texte; nous présenterons ultérieurement un article d'ensemble pour tirer les enseignements de cette grève.

I -GENERALITES

Le Borinage est la région comprise dans le triangle délimité par les routes de Maubeuge à Mons, de Mons à Valenciennes, et la frontière franco-belge. Dans un espace très restreint se succèdent les cités minières dont les noms sont apparus dans la presse : Frameries- Flénu- Jemappes- Quaregnon- Patureges- La Bouverie- Wasmes- Hornu- Dour. En réalité le centre du Borinage forme une sorte d'énorme agglomération sans discontinuité.

Les mines en constituent la seule activité; il n'y a en dehors de quelques entreprises agricoles, de quelques industries locales (brasseries) aucune grosse industrie, comme on peut en trouver dans d'autres régions minières, comme la région de Charleroi, par exemple. Cette situation pouvait faire dire à un ouvrier de Frameries

" si l'on ferme les mines, ça devient une région agricole"
Toutes les industries locales qui pouvaient exister autrefois (Biscuiterie, chaussures, etc...) ont disparu depuis longtemps; les quelques entreprises métallurgiques encore existantes après la dernière guerre ont été fermées les unes après les autres, en raison des concentrations industrielles dans la zone Est de la Belgique.

D'autre part, cette région est située un peu à l'écart des grandes voies de communications naturelles, entre la vallée de la Sambre et le canal de Condé à Mons; c'est une région assez vallonnée qui rend difficile l'accès par voie d'eau, et l'ensemble de la production minière est évacuée par voie ferrée.

II - LES MINES

Le bassin du Borinage est le bassin minier le plus vieux de la Belgique, celui où les conditions d'exploitation sont les plus difficiles. Alors que dans le bassin de Campine, ou du Limbourg les veines peuvent atteindre 2m d'épaisseur et permettent l'exploitation par des moyens mécaniques, dans le Borinage, l'épaisseur courante est de 40 à 50 cm et jamais plus de 80 cm. Les couches sont souvent très fortement inclinées, par exemple la même couche exploitée à 600m par le charbonnage du Tertre, à St Ghislain, est exploitée à 1600m, 10km plus au sud; de plus, les couches sont fréquemment interrompues, ce qui rend l'exploitation encore plus difficile.

Cette situation du Borinage s'est posée de tous temps et déjà au cours de la grande crise de 1930, les mines du Borinage avaient connu une période difficile, d'où la grande grève de 1932, dont nous reparlerons, et dont le souvenir est toujours excessivement vivace dans la région.

Les mines du Borinage connurent un sursis pendant la guerre et dans l'immédiat après guerre, à l'époque où il fallait trouver du charbon à tout prix. Par voie de conséquence, les entreprises charbonnières du Borinage n'étaient pas très concentrées et ont poursuivi isolément, soit à l'aide de leurs propres profits, soit à l'aide de crédits distribués par la CECA la modernisation de leurs puits.

Cette modernisation s'est poursuivie de manière très différente suivant les sociétés. C'est ainsi que l'on peut voir à quelques kms de distance les installations ultra-modernes des charbonnages du Tertre, où une installation SKIP remonte le charbon directement de la mine à raison de 8 tonnes toutes les 72 secondes, sans aucune intervention humaine, complétée par des installations de lavage, de séparation et de tri du charbon, entièrement automatiques, celles du puits Crachet, à Frameries, entièrement reconstruite en 1950, et dont les super structures viennent à peine d'être terminées qui a effectivement l'apparence d'un puits neuf, et de vieilles installations qui semblent dater d'avant la guerre de 1914.

Cette structure s'est maintenue par un favoritisme gouvernemental, pratiqué par les gouvernements socialistes pour cette région du Borinage, où ils sont fortement implantés et où ils contrôlent toute l'activité politique et économique en dehors des mines. Il est absolument certain que pas plus les patrons que les dirigeants syndicaux, ou le parti socialiste, n'ignoraient la situation bien particulière du Borinage. Cette région mourait d'une sorte de mort lente. Rien n'a été fait par les organisations officielles

que le maintien du statu-quo dans lequel les anciennes entreprises minières survivaient à l'abri de la concurrence économique, qui les aurait forcées à une rationalisation, ou qui les aurait éliminées.

C'est la crise que subit actuellement la Belgique, (350.000 chômeurs) et la crise charbonnière sur le plan mondial, rendue plus aiguë en Belgique à cause des contrats à longs termes d'importation de charbon américain et allemand (et russe?) qui fait que la situation se trouve posée d'une manière particulièrement aiguë dans le Borinage. C'est sous la pression de la CECA que le gouvernement Belge a dû décider la fermeture des puits du Borinage.

En réalité cette décision brutale n'est que l'accélération de la décadence du Borinage dont nous avons parlé plus haut, accélération provoquée par la crise économique.

III - LES MINEURS

La population du Borinage et sa structure ne sont plus du tout ce qu'elles pouvaient être au moment des grandes grèves de 1932. Parallèlement au déclin économique, on assistait à un exode et à une modification des couches de la population. En même temps, on retrouvait le même phénomène qu'en France, l'abandon de la profession de mineurs: les fils de mineurs désertaient le travail de la mine, et devenaient soit ouvriers métallurgistes, dans la région de Charleroi ou de Liège, soit ouvriers de surface.

Pour assurer l'exploitation des mines, la Belgique devait avoir recours à des travailleurs étrangers, italiens jusque vers 1950 où l'immigration fut stoppée à la suite d'une catastrophe minière à Quaregnon, Grecs, Hongrois, Russes, Ukrainiens, et un appoint d'ouvriers flamands.

Il y a plus de 15.000 mineurs et ouvriers de surface dans le Borinage, et parmi les mineurs, 65% d'étrangers. Les "organisations socialistes" dominent toujours la vie dans les cités de cette région. Elles sont présentes partout:

- comme pouvoir politique (bourgmestres, députés)
- comme organisation syndicale dispensatrice d'avantages (FGTB) car c'est le syndicat qui distribue les secours de grève, contrôle les indemnités de chômage, gère les maisons du Peuple.
- comme commerçant faisant éventuellement crédit par la coopérative "socialiste".
- comme dispensateur de "sécurité" et de pensions par la mutuelle "socialiste".

C'est dire que tous les aspects de la vie du mineur peuvent être satisfaits totalement par le parti et ses annexes. Mais les mineurs sont conscients de cette domination, comme de la bureaucratization des socialistes.

Deux membres d'un petit groupe local de Flénu, socialistes dissidents (l'un trotskyste avant la guerre) nous ont donné au siège de la Mutuelle neutre qu'ils gèrent la mesure de la bureaucratisation du P.S.B.:

Leur mutuelle qui prend pour règle " ne pas faire de politique " groupe 2.400 adhérents sur 8000 habitants de Flénu, et s'est accrue de 500 adhérents en 2 ans, la mutuelle socialiste n'ayant plus guère que 1000 membres.

Leur action se limite strictement au plan local, ils n'ont pas de liaisons extérieures, pas même avec des groupes semblables dans les communes avoisinantes. Aux dernières élections communales, ils ont essayé de se lancer dans la gestion communale, face à la pourriture complète du P.S.B.: ils ont recueilli près de la moitié des voix.

Pendant que nous discutons et qu'ils nous parlent avec véhémence du P.S.B. et de la grève, les "adhérents" - des mineurs - ou femmes de mineurs- vont et viennent sans que la discussion s'arrête; nous pouvons ne surer aux sourires ou gestes approbateurs, à "l'humanité " des rapports entre "mutualistes" et gérants de la mutuelle, combien ces "militants sans le savoir " sont près de la réalité et expriment l'opinion de la masse des mineurs.

" S'il n'y avait pas les caisses de secours, etc.. il n'y aurait plus d'adhérents au syndicat; encore cette fois, beaucoup ont quitté le syndicat ".

" Le Comité de Défense du Borinage est parti de la base, mais il a été rapidement coiffé par les syndicats, à travers l'action commune".

" Quand on voit des manifestations de masse organisées par les syndicats avec la participation des ingénieurs, des Directeurs, on comprend tout de suite ce qu'est devenu le mouvement ouvrier; qu'est-ce qu'ont à faire les mineurs avec les ingénieurs et les Directeurs?"

" Les socialistes, ils cumulent tout: bourgmestre syndicat, administrateur de la coopérative, de la mutuelle; etc... pour chaque chose, ils cumulent les traitements; ils touchent jusqu'à 400-500.000 Francs B. par an. Toubeau, le député du coin, cumule ainsi, des places d'administrateur où pour 20.000 F B. il n' a qu'à être présent une seule fois dans l'année. Et ce n'est pas une lumière. A la Chambre, il n'est intervenu qu'une seule fois pour dire qu'il renonçait à la parole. "

" Dans la commune, nous avons eu 4 élus, contre 5 aux socialistes. Un socialiste, pour les 19.000 fB.

5

de bourgmestre a accepté notre proposition de voter pour lui, et a voté pour lui aussi. Depuis, tout est bloqué, depuis six mois le Conseil Municipal ne s'est pas réuni."

Certains mineurs écoeuré par le PSB vont aux chrétiens d'autres restent par fidélité " comme non père". Le P.C. n'est absolument rien maintenant, après avoir eu 1/4 des députés à la Libération. Dans la grève, il n'a joué aucun rôle. S'il n'y avait pas le vote obligatoire, il y aurait au moins 40% d'abstentions; on commence à voir apparaître des bulletins blancs.

" Il n'y a plus personne pour guider les ouvriers il n'y a plus de militants. On ne sait pas ce que tout cela donnera".

IV - LES OUVRIERS ITALIENS

27-2-59 : Flénu.

Une cité de mineurs italiens intermédiaire entre le bidonville et la cité d'urgence; des baraquements les uns faits de tôle ondulée, les autres en bois et couverts de fibro-ciment, où s'entassent les mineurs et leurs familles, sans chemin, ni routes tracées à l'ombre d'un ancien terril, et sur un terrain occupé jadis par une mine, dont les bâtiments sont en ruines.

un mineur italien: il a fait grève sur ordre du syndicat; il n'y a pas de comité de grève; il ne sait rien sur les actions qui ont eu lieu; il est resté chez lui, parce qu'il a déposé depuis 6 mois une demande d'invalidité pour obtenir une pension; il en Belgique depuis 12 ans, il est toujours mineur; il voit dans la fermeture des mines la situation difficile dans laquelle il pourrait être placé, lui ou d'autres mineurs contraints d'aller travailler dans des fabriques (usines). Après 10 ans de travail dans la mine, il est fou-tu, et s'il va travailler ailleurs, s'il tombe malade, il ne touchera pas sapension d'invalidité. Quand on lui parle des rapports avec les autres ouvriers belges, il répond:

"quand ça va, ça va; quand ça devient dur, c'est beaucoup plus dur".

Il parle des prone sses que contient l'accord signé par les syndicats, et dans lequel il n'y a absolument rien de fixé; il sait qu'il y aura un étalement des fermetures, que certains puits ne fermeront pas; il parle de la CECA .

Il n'y a pas eu d'organisation de la solidarité en faveur de la grève, seuls ceux qui seront syndiqués toucheront des indemnité pour la grève; il n'était pas syndiqué en 1950 quand on lui a fait faire grève pour Léopold, et il n'a rien touché pour les 15 jours de grève. Beaucoup de camarades, comme lui, se sont inscrits au syndicat pour toucher les secours en cas de grève.

Le salaire minimum du mineur est de 260 fb. par jour et pour 4 jours de travail, il touche net 880 Fb.; les jours de chômage (deux autres jours) il perçoit des indemnités de chômage (97 F pour un célibataire, 123 f, pour marié et 1 enfant). Pour la location des baraques, il doit payer 58 fb. par semaine et il ajoute :
"les autres maisons sont trop chères". (I)

On nous parlera des ouvriers italiens, un peu de la manière dont un ouvrier français pourrait parler d'un ouvrier algérien

" ils mettent de l'argent de côté, si on voyait les sommes qu'ils envoient chaque mois par la poste ils ont des comptes... "

Les ouvriers italiens, la plupart des régions pauvres de l'Italie, sont venus en Belgique attirés par les salaires assez élevés, sans connaître ce que représentait le travail dans la mine, dans la période d'euphorie de l'industrie minière en Belgique. Ils ont d'autre part, le comportement des ouvriers algériens en France qui préfèrent vivre d'une manière assez rudimentaire pour mettre de l'argent de côté, ou bien s'ils sont atteints de la silicose, obtenir une pension, pour retourner vivre ensuite en Italie.

La révolte des ouvriers Italiens du Borinage et leur attitude déterminée au cours de la grève, expriment à la fois la rancœur à l'égard des promesses de toutes sortes qu'on a pu leur faire, et qu'ils voient disparaître, l'impossibilité de réaliser ce qu'ils avaient espéré trouver en venant en Belgique. Ceci d'autant plus si des puits ferment. Mais aussi c'est une réponse aux brimades dont ils peuvent être l'objet dans le travail, de la part des patrons de la part de leurs camarades belges et des vexations de toutes sortes qu'ils peuvent subir dans leurs rapports avec les "autorités".

Dans les bureaux de la FGTB à Mons, nous sommes témoins de l'accueil réservé à un chômeur italien perdu dans la papasserie administrative: un employé de la Sécurité Sociale en France est plus poli avec un ouvrier algérien.

Dans la presse belge on sent le mépris pour ces "borains importés de Sicile, de Grève ou de Kabylie" (sic), mais ces travailleurs étrangers rendent bien ce caractère presque colonial de leur exploitation quand ils brandissent dans les rues de Mons des pancartes portant " nous ferons mieux que les Bakongos ".

Nulle part les inscriptions sur les murs dans cette "cité" italienne ne font allusion aux mots d'ordre politiques que les organisations syndicales ont essayé d'imposer à ces mineurs "belges" Pour eux : "plus de mines, plus de pain " ou bien " non elemosina ma

(I) un franc belge vaut 10f français- voici quelques prix à Frameries à titre de comparaison, en francs belges:
le kg: pain: 8 f - beurre: 86f- oranges: 18 - endives: 11- café: 94-
fromage :50 à 70- souliers hommes: 475 à 550- femmes: 220 à 400-
demi: 6,5 -

lavoro "voliamo lavoro é non miséria ". C'est tout. Ils ignorent tout des structures sociales. Ce qu'ils veulent c'est vivre.

Un ingénieur des charbonnages du Tertre auquel nous demandions s'il n'avait pas de difficultés avec les travailleurs étrangers, nous avoue franchement: " si une des nationalités essaie un regroupement sur une base nationale, nous décapitons tout de suite la tête". Evidemment à ce compte là, il peut toujours vanter " l'unification des races par le métier de mineurs."

Devant le puits Crachet, à Frameries, un jeune mineur italien attend le tram; il est excessivement méfiant; lui non plus n'a rien vu des manifestations, des barrages; il est resté chez lui; pratiquement, il ne nous dira rien, que nous répéter ce qu'on peut apprendre dans les journaux.

Le mineur de Charleroi que nous rencontrons le samedi soir à plus de minuit, auprès des aciéries de la Providence à Charleroi et qui sort de la mine, ne sait pas grand'chose sur le Borinage, distant de près de 40 Kms. Mais il a fait grève la semaine passée parce que "les autres étaient en grève". Il est depuis 12ans 1/2 en Belgique; il trouve normaux les rapports avec les autres ouvriers belges, mais quand on lui dit en plaisantant qu'il est belge, puisqu'il est depuis 12 ans en Belgique, il détourne la tête avec mépris et crache par terre. Il voudrait sortir de la mine, de Belgique, et semble voir le travail en France comme quelque chose d'idéal par rapport à ce qu'il connaît en Belgique; son rêve serait qu'on puisse lui trouver une " petite place de gardien de propriété". A la rigueur il irait dans les mines de Lorraine, et nous demande si ce n'est pas trop loin de Paris ...

V - LA GREVE DES MINEURS

Vendredi 27- Frameries.

Devant le puits Crachet, le long de la route qui monte de Mons. Pas de piquet de grève. Des mineurs vont et viennent. Deux sont à la porte. " Toujours en grève ?".

Ca a commencé le Vendredi 13 à la relève du matin à 6h. Ceux du matin ont lu dans les journaux la décision du Comité des Charbonnages de fermer les puits; avec ceux qui remontaient de l'équipe de nuit ils ont fait débrayer et aussitôt ils ont barré la route juste devant le pont avec des bobines (ce sont d'énormes bobines servant à enrouler les câbles de traction des cages), puis tous se sont rendus dans les autres fosses les plus proches pour les faire débrayer. Partout il y a eu des barrages et tout a été arrêté. Plus haut dans Frameries, là où la voie traverse la route, un wagon a été renversé sur cette route.

Pourquoi ils font grève ? " Pour que le puits ne soit pas fermé ". Pas plus que les inscriptions sur les murs personne ne parle de nationalisations ou des mots d'ordre "socialistes".

A ce puits tout neuf l'absurdité de la situation s'exprime en révolte devant le gâchis et les "ordres supérieurs" qu'on ne doit pas discuter.

" Ce puits, on a commencé à le faire en 1940; il a été terminé en 1950 et certaines installations viennent d'être finies. Il n'y a pas de stock, car il appartient à une société (Cokerill Ougrée) qui possède des usines et utilise le charbon industriel produit par la mine."

On sent quand il parle, que ce puits les mineurs l'ont fait eux-mêmes, il est "leur" puits.

Pourquoi ils continuent la grève? malgré l'ordre de reprise donné par le syndicat, jeudi, par voiture haut-parleur, qui ont sillonné le Borinage. La majorité des autres puits a repris. L'accord signé " des promesses". Aussi bien chez le mineur italien que chez ceux-ci, on sent le mépris du "papier". Les puits seront quand même fermés. Alors, ils continuent, ils n'ont rien obtenu, ils savent que c'est fichu. Peut-être reprendront-ils Lundi.

Il tente une explication:

" si le puits est fermé le dernier, comme il en est question, tous les autres mineurs et ouvriers auront déjà été réemployés; on sera les derniers et c'est le chômage sûr; si on continue peut-être ils fermeront le puits tout de suite et on sera les premiers à être réemployés".

Lorsqu'on parle des organisations politiques "Comité de défense du Borinage" " Action Commune" dont parlent journaux et affiches, ça ne leur dit rien du tout.

Samedi matin, 28 Février.

devant l'école du Centre à Frameries-

Quelques puits de la commune, dont Crachet sont toujours en grève. Le syndicat (FGTB) devait payer les indemnités de grève (nous apprendrons par la suite qu'elles sont payées partout, sauf à Frameries, et que leur paiement s'arrête le jeudi, jour ordonné par le syndicat pour la reprise).

un soudeur de Crachet, ouvrier de surface-il proteste:

"c'était bien mis dans le journal" "Pourquoi on ferme le puits" il hausse les épaules.

" dans les accords il y a des promesses, mais on voit bien qu'il n'y a rien dans le pays qui puisse donner du travail.

"Ils vont fermer 3 puits au 1° Mai, et d'autres au 1° Janvier 1960. Ils viennent de relever les indemnités de chômage (de 10fb. par jour); s'ils devaient y avoir de nouveaux emplois, pourquoi relever les indemnités de chômage?"

"On le voit bien, ce qu'ils vont nous proposer: creuser un canal; mais je ne suis pas terrassier j'ai appris un métier. Et mon salaire va diminuer.

"Il n'y a aucune industrie. Toutes les autres ont disparu; ils construisent une centrale électrique mais elle emploiera 50 ouvriers. Alors où ira-t-on? Où elles sont les entreprises nouvelles?"

"si on est au chômage, on nous forcera à aller ailleurs que dans le Borinage. Et ailleurs, il y a déjà 350.000 chômeurs.

"c'est tout cela que les mineurs sentent".

"jeudi à Crachet, les délégués sont venus pour expliquer la reprise du travail, mais ils ont été empêchés de parler, ils ont été bousculés et ont dû descendre des marches où ils étaient montés.

"aujourd'hui, les autres puits travaillent à 30% 40%. On ne sait pas ce qu'on va faire."

un mineur en grève, un peu méfiant:

"il n'y a pas eu de vote pour la reprise du travail, une assemblée, mais pas de discussion. On reprendra Lundi..."

Il va voir le secrétaire du syndicat pour avoir des explications sur le paiement des journées de grève.

Les mineurs wallons ou étrangers ne parlent pas de l'action. Les italiens sont les plus méfiants. Invariablement, ils répondent: "je n'étais pas là, je suis resté chez moi. C'est chez des témoins que l'on trouve quelques échos.

Un employé de la Mutuelle neutre de Flénu:

"une grève comme on n'en a pas vu depuis longtemps Deux heures après la grève à Crachet, il y avait des barrages partout, alors que les syndicats n'avaient absolument rien dit. Sans comité de grève, sans rien tout s'est fait spontanément."

Le tenancier italien du petit bistrot en face de l'entrée de Crachet-

"le puits à commencé le premier- ça a mis le feu à la Belgique. Il sera le dernier à reprendre. Jeudi matin, la route a été barrée encore avec des bobines, mais les gendarmes sont venus et ont enlevé le barrage, il n'a pas été remis."

Le patron d'un autre bistrot sur le Bd devant la gare de Mons:

"les mineurs sont venus à 5 ou 600 de Quaregnon (6km) à pied, de la "concentration" où ils étaient

15 à 20.000, pour délivrer ceux qui avaient été arrêtés. La police avait fait un barrage entre la gare et la prison; avec des lances à incendie; à 15m ça fiche un bonhomme en l'air. Ils étaient trop peu ça n'a pas marché. (I)

" Dans le Borinage, ce n'était pas pareil, il y avait des tessons de bouteille partout, il y en a eu de crevés dès pneus de la police. Quand une colonne venait pour défaire un barrage, un mineur en sentinelle prévenait les autres, et il n'y avait plus personne quand la police arrivait; pendant qu'elle défaisait le barrage les mineurs en refaisaient un autre un peu plus loin.

Les mineurs faisaient des prisonniers et les désarmaient; ils les échangeaient contre ceux des leurs qui avaient été arrêtés. Les gendarmes pleuraient pour qu'on leur rende leurs armes.

" les gendarmes cherchaient surtout les mineurs italiens.

"les mineurs venaient à Mons par groupe de 60 à 80 et s'installaient devant une banque. Aussitôt la Direction téléphonait à la police. Une colonne arrivait, les mineurs se dispersaient et se regroupaient devant une autre banque où ça recommençait. Et comme ça tout le jour.

" une semaine encore, et ça faisait vilain; les mineurs n'ont rien devant eux, et quand il n'a plus rien ça barde; si ça avait continué cette semaine"

Il a dû entendre beaucoup de réflexions sur la grève de 32 qui hante les mémoires: "le Borinage était une forteresse imprenable"; on se battait au fusil, avec des bouteilles de carbure, les mineurs tordaient les rails de tramways en travers des rues..

"Cette fois-ci, il n'y a rien eu de grave".

Néanmoins, les autorités devaient être inquiètes, ainsi qu'en témoigne cette proclamation du bourgmestre "socialiste" de Jemappes qui est restée sur les murs:

" des transports de marchandises destinées aux besoins essentiels de la population se sont vus

(I) Voici comment le Peuple, journal du PSB, raconte cette manifestation " La manifestation de Quaregnon, qui s'était déroulée dans un calme admirable, a eu un regrettable prolongement. De jeunes irresponsables se sont portés vers Mons, drainant au long d'une marche de 7 à 8 Kms de paisibles manifestants qui croyaient à une action concertée..... C'est à ce moment que des éléments perturbateurs ont lancé des briques en direction des gendarmes... Devant l'attitude de ces excités, les gendarmes ont arrosé... Une fois de plus, nous adjurons nos camarades grévistes de n'obéir qu'aux seuls mots d'ordre de l'Action Commune". Dans ces communiqués, la FGTEB expliquait que parmi les personnes arrêtées, il y avait des "éléments troubles, des rexistes".

"interdire le passage par des groupes de grévistes.

"Dans les circonstances actuelles, les autorités doivent veiller à ce que les besoins primordiaux de la population puissent être satisfaits.

" Je considère comme indispensable le fonctionnement des services de santé et d'hygiène, l'approvisionnement en produits pharmaceutiques, la distribution de la farine et du pain, du lait, des denrées alimentaires, du combustible.

" En accord, avec Mr. Le Gouverneur, j'invite instamment les responsables du mouvement de grève à mettre un terme aux excès constatés dans ce domaine.

"J'espère qu'ils m'aideront à assurer le ravitaillement de la population, et les en remercie d'avance."

A travers cette proclamation, on peut lire que le parti socialiste belge et le syndicat FGTB ne contrôlaient pas le mouvement dans le Borinage, mouvement qui se développait en dehors d'eux.

Les mineurs voulaient étendre rapidement la grève comme s'ils sentaient que si cette extension se faisait par les syndicats, c'était fichu.

Le 20 Février, la grève dure depuis une semaine; à la Maison du Peuple de Mons, les mineurs interrogent les bureaucrates syndicaux:

" des mesures seront-elles bientôt prises pour paralyser la gare de Mons?"

"il faut que nous venions à Mons, les seuls employés des bureaux, n'y suffiront pas pour étendre la grève.. Il y a dans le Borinage de nombreux camarades qui ne demandent qu'à marcher".

Un autre se souvient de 1932:

" la grève est partie du Borinage, mais quelques jours plus tard des milliers de cyclistes gagnaient le Centre en bon ordre pour y étendre le mouvement"(I)

Dans le Borinage la grève s'était développée d'elle-même: " Qui donc a donné la consigne de dépaver? Le doyen de la petite assemblée nous explique: " Les chefs on ne les voit pas ". " Une grève comme celle-ci ça se prépare. Il n'y a pas que l'arrêt de travail il y a aussi toutes les autres démonstrations du mécontentement ouvrier. Je me souviens: 1932, 1936... Alors que voulez-vous, ce soir nous nous sommes réunis à quelques uns : la tactique est simple, on travaille par petits groupes.... Mais non, je suis syndiqué sans plus mais si tout le monde met un peu la main à la pâte, si chacun fait son petit travail dans sa rue, alors nous pouvons être les plus forts".

(2)

Les autres classes sociales et la "défense du Borinage"

En dehors des ouvriers et mineurs, il n'y a dans le Borinage que des commerçants et des petits industriels d'une part, des employés moyens et supérieurs, techniciens et cadres techniques d'autre part.

Les premiers forment une "classe moyenne" qui vit directement du Borinage et souvent est issue de la mine: beaucoup de commerces sont tenus par des pensionnés. De même techniciens et cadres sont souvent recrutés parmi d'anciens mineurs et gardent avec la mine des liens familiaux.

C'est parmi ces "classes moyennes" qu'est né le "Comité de Défense du Borinage" dont on retrouve les affiches dans les vitrines de beaucoup de petits commerçants. Celles-ci illustrent bien, par leur phraséologie vague, l'appel à la défense du commerce et de l'industrie par la classe ouvrière.

"Le Borinage veut vivre
Il vivra
Nous voulons
sauver l'industrie charbonnière boraine
maintenir en vie les entreprises régionales
créer des activités industrielles nouvelles"

tout ceci accompagné d'une sorte de régionalisme borain du genre: "Borinage où se joue le destin de la Wallonie", ou cette réclame: "Labor brûle du charbon borain - Buvez bière Labor".

La même note se retrouve chez ce patron de brasserie de D. qui, comme responsable de l'Union belge pour la défense de la paix, lance tracts et affiches, et qui invite les travailleurs à "revendiquer les milliards de la guerre", les Borains "de toutes conditions et opinion" à "se serrer les coudes et à défendre votre Borinage". Et puisque "l'heure de l'action a sonné" propose:

"Le jour où vous déciderez la marche sur Bruxelles les camions de la Brasserie Cavenaile seront prêts à vous y conduire.
" Borains tout le personnel de la Brasserie Cavenaile est avec vous pour qu'on sauve vraiment le Borinage. Il attend vos ordres".

(évidemment pour que le Borinage continue à boire la bière du Borinage.)

Les cadres et techniciens sont plus sérieux dans la défense de leurs intérêts. Eux aussi essaient la confusion de leurs intérêts avec ceux de la classe ouvrière pour que les mineurs se battent pour eux.

Les affiches de l'Association des employés des Charbonnages marginaux du Borinage proclament des slogans:

Concentration: oui
Chômage : non
Fusion : d'accord
Misère : jamais

ou: Pas de promesses - des actes
Pas de charité - du travail.

Un ingénieur des Charbonnages du Tertre nous livre ses préoccupations de cadre (ce puits comporte 1.700 mineurs de fond, 300 ouvriers de surface, 4 ingénieurs; les installations de remontée et de traitement du charbon sont entièrement automatiques).

Il ne sait rien (dit-il) des décisions qui motivent les fermetures. Son puits ne fermera pas. Sa société possède deux autres puits dans le Borinage dont un sera fermé. Il se met à la place des cadres du Puits Crachet devant la fermeture. Pour lui, le problème "humain" est plus important que le problème technique. La "rotation" du personnel est très rapide: 40% par an. Les raisons: les mineurs vont dans d'autres mines ou d'autres professions, reviennent quelquefois, ils restent 2 ans, 5 ans, c'est un véritable problème.

"On m'a demandé de porter le rendement au fond de 1.400 kg à 1.800 -1.900kg, je l'ai fait. Maintenant on ferme d'autres puits. Dans le bassin minier du Pas de Calais, on retrouve les mêmes structures, mais on a investi massivement et maintenant les puits atteignent la rentabilité. Dans le Borinage, les entreprises dispersées ont entraîné des investissements dispersés."

Mais il ne veut pas admettre ce qu'on sent percer dans ses constatations: qu'une concentration ou même une nationalisation résoudrait les problèmes d'investissements et de main-d'oeuvre vus sous l'angle de la rationalité de l'ingénieur.

Il ajoute: "D'ailleurs personne ne s'intéresse plus au charbon. Le mineur, l'ingénieur ne sont plus "considérés". Dans le Limbourg ou la Campine, toutefois, la situation est différente."

On sent à travers tout ceci l'amertume de travailler dans un secteur négligé par le Capitalisme parce qu'il ne rapporte pas assez. Les gens qui y travaillent s'y sentent en position d'infériorité.

Et il conclut: "Il y a toujours eu une situation difficile dans le Borinage. Déjà en 36 des puits ont été fermés."

(Effectivement il y a des stocks énormes de charbon à ce puits. A côté, la centrale électrique en construction dresse ses énormes bâtiments. Elle utilisera les produits moins riches difficilement commercialisés et a été construite par un pool de sociétés charbonnières).

Les organisations politiques et syndicales dans le Borinage

Pour bien comprendre l'utilisation du Borinage comme carte politique pour partis et syndicats, il faut rappeler que la majorité parlementaire Chrétiens (Parti Social Chrétien) et Socialistes (Parti Socialiste Belge) a été remplacée en juin dernier par une majorité Chrétiens-Libéraux (gouvernement Eyskens). Il faut voir également que les différentes organisations, le Parti Socialiste et sa centrale syndicale la F.G.T.B. (Fédération Générale des Travailleurs Belges), d'une part, le Parti Social Chrétien (PSC) et la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC) d'autre part, proposent des solutions semblables puisque déterminées par les mêmes problèmes économiques qu'elles entendent résoudre dans le cadre d'une société capitaliste, tout en présentant les solutions comme originales et conformes aux idéologies dont elles se réclament, tout cela dans le but de conserver ou de retourner au pouvoir.(I)

Les différents mouvements borains, dans la mesure où ils polarisaient l'action de telle ou telle classe dans la défense de ses intérêts devaient être, soit utilisés par les partis quand ceux-ci pouvaient y trouver de l'intérêt, soit torpillés dans la mesure où ils tendaient à prendre un caractère autonome. Ainsi l'exprimait le secrétaire FGTB de la région de Charleroi dans une assemblée de délégués métallos:

"Le mouvement avait débuté en dehors du syndicat, nous l'avons utilisé pour le canaliser sur des objectifs du syndicat".

Beaucoup de mineurs - notamment parmi les mineurs étrangers - ne sont pas syndiqués (certains donnent 30% de syndiqués), mais néanmoins - comme nous l'avons déjà dit - dans le Borinage, les socialistes dominent la vie des mineurs. C'est le seul "autre" organisme en face des mines. Le maintien des mines "marginales" du Borinage, malgré la décadence économique de la région, permettait le maintien d'un "bastion" socialiste. Mines et parti trouvaient leur avantage dans le "report perpétuel" de mesures draconiennes que les socialistes se voient aujourd'hui reprochés de n'avoir pas prises à temps. Tout cela évidemment couvert par

(I) "Si la CSC voit croître ses effectifs, c'est parce que, pour certains, il n'y a plus de différence entre son programme et celui de la FGTB" (déclaration d'un mineur citée par La Gauche, hebdomadaire de la gauche du Parti Socialiste Belge, du 28-2-59).

Pourtant le PSC déclare dans un tract diffusé dans le Borinage - sans équivoque : "A la lutte de classe, pauvre idéal socialiste, nous opposons la collaboration des classes".

le "programme" qui ne trope personne, pas plus dans le Borinage qu'ailleurs. Il a fallu entrer dans les sièges syndicaux de la FGTB, parler avec des "militants" pour sortir entièrement des préoccupations des mineurs, trouver la démagogie de l'organisation, comprendre comment la grève avait été brisée, pour entendre parler d'ère nouvelle, de victoire, etc.

Ce que disent les organisations...

Bien sûr chaque parti essaye de rejeter sur les autres les "responsabilités" et de s'arroger le mérite des mesures prises à la suite des grèves. En réalité, comme c'est une coalition PSC-PSB qui a géré en commun la Belgique depuis plus de 10 ans...

Ce qui n'empêche pas les Chrétiens de critiquer les Socialistes et de rappeler:

"En 1954 lors de la campagne électorales vous avez lu sur nos murs: "les socialistes sauveront le Borinage".

"En 1955, lors de la fermeture du puits n°5 d'Horm et Wasmes, le syndicat des mineurs socialistes, le député Bonjean et le sénateur Busian s'opposaient à la grève et engueulaient les mineurs"?

Mais les bureaucrates syndicaux de la FGTB expliquent sans ambages la "politique" du syndicat et du parti ...aujourd'hui:

-Le secrétaire FGTB de la région de Mons - dans une vaste pièce, double porte capitonnée, deux téléphones, derrière un large bureau: on croirait un Directeur, mise très soignée - dehors un Opel Kapitän l'attend. La seule note syndicale: des piles de journaux par terre.

D'abord, il nous renvoie à la presse "socialiste" qui a donné "tous les détails" sur la grève. Puis il consent à apporter quelques précisions sur les mesures de fermetures:

"euf puits sont menacés, actuellement il y en a 14 en activité, il doit finalement en rester 4 et un puits expérimental. La révolte est partie des employés qui seront touchés par la fermeture, depuis le petit commis jusqu'au Directeur-Gérant. Sur le plan social, tous sont menacés: directeurs, ingénieurs, employés, plus que les ouvriers et les mineurs. Nous devons donc les défendre tous.

Au départ, ces employés ne se sont pas sentis assez forts, ont cherché des appuis dans toutes les couches de la société et demandé l'appui des partis politiques dans le Comité de Défense du Borinage. Le 17 janvier il y eut une concentration à Mons d'où sortit une résolution sans résultat.

C'est alors qu'intervint l'Action Commune des 4 organisations socialistes: PSB, FGTB, coopératives,

mutuelle. Mais elle élargit l'action sur le plan national car il s'agit d'une question nationale. Ici nous avons le Comité régional d'A.C. du Borinage.

"Le Comité de Défense ne représente plus rien car y siègent des tendances contraires (chrétiens et socialistes) qui le paralysent, et ces membres viennent maintenant vers l'Action Commune qui a une unité et des objectifs d'ordre économique.

"Toutes ces questions - et la signature de l'accord - sont difficiles à comprendre pour des militants et encore plus pour des ouvriers.

"Si on ne fait plus confiance aux signatures données, rien ne sert plus à rien."

une affiche de l'Action Commune

Le Borinage doit vivre
L'A.C., s'opposant au coup de force du gouvernement
et de la Haute Finance, a décidé comme première
mesure:
un arrêt total du travail de 24 h le lundi 16 fev.
.....
Les commerçants de la région sont invités à baisser
leurs volets par solidarité avec l'action entamée.

C'est bien là le même amalgame de toutes les couches sociales mais cette fois sous l'égide du PSB. Et le Peuple du 24 février pouvait écrire à la suite de la concentration de Pâturages:

"Parmi eux, il y avait des travailleurs et des employés, des fonctionnaires et des commerçants, des chefs d'entreprise et des artisans. Parmi eux il y avait des bérêts et des chapeaux, des faux cols et des bleus de chauffe, des hommes aux paumes molles et des hommes aux mains dures, de jeunes femmes fraîches et des grand-mères..."

-Le secrétaire de la Centrale des Mineurs du Borinage à Hornu :

"Le syndicat a "décidé" la grève à la suite d'une Assemblée le dimanche 15 pour le lundi 16; elle n'a été effective que le mercredi 18 (comme si nous ignorions qu'il y avait des barrages partout depuis le 13 ...). La reprise du travail a été décidée pour jeudi. Les indemnités de grève sont payées aux seuls syndiqués.

Leur taux varie suivant la cotisation et l'ancienneté dans le syndicat: pour la catégorie A (moins de 3 mois): rien, de 3 à 6 mois: 25 FB, de 6 à 9 mois: 50 FB, de 9 à 12 mois: 75 FB, plus d'un an: 100 FB.

Le paiement part du vendredi 13 mais s'arrête le jeudi 26 jour de reprise officielle".

Les fermetures sont nécessaires même s'il y a nationalisation, il y aura des concentrations; le problème ne touche pas les mineurs de fond (On se demande pourquoi ils se sont mis en grève); ils seront reclassés dans le Borinage car il y a une demande constante."

Il s'étend comme l'ingénieur des mines sur la technique, mais par contre ne répond pas quand on lui demande pourquoi les mineurs de Crachet sont encore en grève. Quant aux emplois nouveaux prévus dans l'accord, il nous dit que "le Borinage pourrait fabriquer ce que la Belgique achète à l'étranger". Et il nous répète ce que l'on peut lire dans le Peuple.

Finalement, il nous renvoie "avec ses recommandations à l'ingénieur du Tertre.

Une réunion des délégués de la métallurgie à Charleroi

Il y a bien 200 à 300 délégués. Les bureaucrates syndicaux sont sur l'estrade. Nous assistons à la réunion malgré un refus du secrétaire. Comme il sent la salle hostile, il n'insiste pas, sans doute de peur de créer un incident, et nous restons.

Il s'agit de faire avaler aux délégués d'entreprise la reprise du travail dans la métallurgie.

Au cours de la réunion on comprend qu'il y a eu réunion séparée des délégués mineurs et des métallos, de sorte que les bureaucraties syndicales ont pu dire aux uns que la "métallurgie ne marche pas", et aux autres que les mineurs avaient voté la reprise du travail.

Au début, un long exposé monotone d'explication et de défense des accords (voir en annexe leur contenu);

"C'est une victoire. Les patrons ont "reconnu" le contenu du programme socialiste de 54. Le 23 février est une date etc.

Certains ont dit que ce n'est rien. C'est un commencement de nationalisation. Ce sont des prémisses, il n'appartient qu'à nous que ces accords contiennent quelque chose.

Et même s'il n'y avait rien, notre devoir serait de ne rien dire qui puisse porter tort à l'"organisation".

Il faut concrétiser, expliquer..."

Une bonne douzaine d'interventions. Toutes -sauf une - contre les bonzes syndicaux. Un groupe dans un coin au fond est particulièrement net dans ses critiques (il semble venir des Ateliers de Charleroi, grosse entreprise de matériel électrique). En général, les réponses démolissent les "avantages de l'accord" en partant de l'expérience concrète directe de délégué d'entreprise. De violentes critiques sur les virages des bonzes syndicaux qui lancaient des appels en flamme il y a 8 jours pour la "nationalisation" et qui aujourd'hui font reprendre le travail avec un papier qui ne contient rien. Mais aucune critique fondamentale des syndicats, seulement de l'attitude des "dirigeants". Conflit entre les "installés" du syndicat venus au pouvoir à travers l'action de masse et qui ne connaissent que la démagogie sous toutes ses formes, et les délégués de base qui sentent qu'ils font la force du syndicat, que l'entreprise a besoin d'eux. Ils représentent la "gauche" du PSB et de la FGTB. Leur programme est celui du syndicat: "nationalisation de l'énergie, plan économique de plein emploi, contrôle des Holdings, médecine gratuite, etc. Mais ils veulent le réaliser par la grève et non par l'action parlementaire (I).

Et l'on entend parler à plusieurs reprises de faire la révolution et de "mitraille à la main" dans les interventions. Mais ce n'est qu'un verbalisme habituel au PSB: tout le monde parle plus ou moins de révolution, mais ne propose qu'une meilleure gestion du capitalisme, aussi bien ceux qui sont près du pouvoir, que ceux qui voudraient avoir plus de pouvoir dans les entreprises.

L'intervention d'un bonze de la centrale des mineurs de Charleroi provoque des remous violents, des groupes de délégués sont sur le point de quitter la salle. On apprend que les délégués mineurs ont voté la reprise du travail par 36 oui contre 34 non et 18 abstentions.

Puis, selon le scénario classique aux réunions syndicales de partout, c'est le secrétaire des syndicats de Charleroi qui prend la parole avec toute la démagogie, les effets oratoires, les réponses à l'emporte-pièce, les attaques personnelles. C'est lui qui déclare que le syndicat a utilisé le mouvement pour le canaliser sur ses objectifs, et aussi que "les syndicats avaient eu jusqu'ici une activité sociale mais devaient avoir une activité économique".

La réunion s'éternise: à 9 heures, elle dure encore, elle avait commencé à 5 h 1/2 de l'après-midi, un à un des délégués quittent la salle. Le secrétaire du syndicat lit finalement une longue motion sur laquelle il fait voter immédiatement: sur les 200 délégués qui restent, peut-être 40 l'approuvent, 15 sont contre, 2 déclarent s'abstenir, le reste ne dit rien.

— (I) Un responsable national de la Centrale des Mineurs déclarait à des grévistes: "C'est parce que vous n'avez pas bien profité de l'occasion qui vous est donnée tous les 4 ans qu'il vous faut aujourd'hui faire la grève: Si vous vouliez des réformes de structures il fallait y penser le 12 juin".

Et la réunion est terminée.

Il est bien clair à travers ces discussions que le syndicat a torpillé la grève suivant les méthodes habituelles: soutien immédiat de la grève du Borinage, comme elle leur échappait totalement, extension aux bassins et grève générale ensuite mais en la limitant à la région Mons-Charleroi.

A Liège, les délégués métallos avaient donné carte blanche aux dirigeants pour déclencher la grève générale illimitée, mais les bureaucrates n'ont jamais lancé l'ordre de grève. Au fur et à mesure de l'extension ils ont avancé des objectifs plus généraux qui noyaient les objectifs particuliers, et sur des vagues promesses, ils ont décrété la reprise du travail en clamant bien fort que c'était une victoire.

-XXXXX-

ANNEXE: Le contenu de l'accord entre patrons et syndicats

Extrait de la Libre Belgique du 27/2/59

" Le protocole constate que, dans les circonstances actuelles, il est souhaitable d'associer les délégués des syndicats et des utilisateurs à la mise au point de la politique charbonnière. A cet effet, il convient d'édifier de nouvelles structures d'organisation de l'industrie des mines dans le cadre de la politique générale de l'énergie.

Les entreprises charbonnières garderont leur statut et leur personnalité juridique. Mais leurs assemblées générales d'actionnaires seraient invitées à consentir certains abandons de souveraineté dans des domaines bien précis. C'est la procédure qui a été appliquée dans le régime de la "table ronde" de l'électricité.

Ces abandons de souveraineté porteraient sur des matières économiques et sociales. Sur le plan économique, les entreprises particulières seraient invitées à autoriser certaines institutions (nous en parlerons plus loin) à coordonner les concessions minières, de façon à réaliser les fusions et les autres mesures de rationalisation nécessaires et à régler également l'ordonnance des investissements.

Toujours dans le but d'assainir l'industrie charbonnière, les entreprises individuelles donneraient pouvoir à certains organismes de promouvoir la création ou l'extension de services communs à plusieurs sièges miniers. Il en irait de même en ce qui concerne la rationalisation des équipements de la surface des charbonnages, dont le rôle est important en matière de valorisation de la houille.

Sur le plan social, les institutions nouvelles, placées au-dessus des entreprises, devraient se préoccuper de la politique du logement, de l'emploi et de la formation professionnelle des mineurs.

Ces abandons de souveraineté laisseraient pourtant aux entreprises la possibilité de s'opposer à des décisions qu'elles estimeraient injustifiées. Dans ce but, des recours pourraient être introduits auprès d'une institution qui n'est pas encore définie, mais qui disposerait d'un pouvoir d'arbitrage.

Les institutions nouvelles

A quelles institutions ces "abandons de souveraineté" des entreprises seraient-ils consentis?"

Un comité de gestion serait institué dans chaque bassin charbonnier. Il comprendrait uniquement des producteurs. Un comité consultatif paritaire (producteurs et travailleurs) serait constitué à côté de ce comité de gestion et devrait obligatoirement être consulté par le comité de gestion sur les initiatives de ce dernier.

Par ailleurs un Comité national sera créé, qui comprendra non seulement les représentants des syndicats et des patrons de l'industrie des mines, mais encore sur le plan interprofessionnel, ceux de la C.S.C et de la F.G.T.B.. Les utilisateurs de charbon en feront également partie.

Quels seraient les pouvoirs de ce comité national? Serait-il de droit privé ou de droit public? Il semble que ces deux questions ne soient pas encore résolues définitivement. Le comité disposerait apparemment de pouvoirs dépassant le stade consultatif. Il aurait en effet pour mission de mettre au point la politique charbonnière et de veiller à son exécution, tant au niveau des bassins que des entreprises elles-mêmes. En tout état de cause, les comités de gestion (composés des producteurs dans chaque bassin) devraient consulter ce comité national et lui faire rapport sur leurs initiatives.

De surcroît, un service paritaire de productivité serait établi dans l'industrie charbonnière sur base de la "déclaration commune" (syndicalo-patronale) en la matière.

Et l'intervention des pouvoirs publics? Il apparaît que le protocole est particulièrement discret sur ce point. Une participation des pouvoirs publics est envisagée. Mais on ne préciserait pas dans quelles institutions prévues par le protocole ni sous quelle forme."

Information ouvrière: nous tentons avec nos moyens modestes de mettre entre les mains d'ouvriers et d'employés des informations qui peuvent leur être utiles dans la lutte quotidienne.

Liaisons ouvrières: nous tentons de mettre en contact des militants ou petits groupes dont les expériences doivent être rapprochées et confrontées pour gagner en efficacité.
